



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – Mardi 16 février 2010

Agenda

Lundi 22 février

-15h : Élection au fauteuil de **Pierre Messmer**.

-**Philippe SELLIER**, professeur émérite de Lettres de l'université Paris I-Sorbonne : « *Qu'est-ce qu'une secte ? Essai de définition méthodique* ».

-17h : groupe de travail « Formation en alternance », présidé par **Yvon Gattaz**, salle 4.

Lundi 8 mars

-12h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-15h : **Simone GOYARD-FABRE**, professeur émérite de l'université Rennes-I : « *Les trois pouvoirs en démocratie de Montesquieu à notre temps* ».

Lundi 15 mars

-15h : **Renaud DENOIX de SAINT MARC**, membre de l'Académie : « *La fonction de conseil en démocratie* ».

Lundi 22 mars

-9h : réunion des correspondants de la section Économie politique, statistique et finances.

-15h : **Jean de MATHAN**, secrétaire général de la Société des Amis de Port-Royal : « *Le logement social, un casse-tête de notre temps* ».

Lundi 29 mars

-15h : **François TERRÉ**, membre de l'Académie : « *L'autorité en démocratie* ».

Lundi 12 avril

-11h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-12h30 : déjeuner des membres, salon Bonnefous.

-15h : **Georges-Henri SOUTOU**, membre de l'Académie : « *Notice sur la vie et les travaux de Raymond Barre* ».

-18h : Cérémonie de remise des prix de la Fondation culturelle franco-taiwanaise, Grande salle des séances.

Séance du lundi 15 février

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 8 février, le président **Jean Mesnard** a présenté **Raphaël Hadas-Label**, président du Conseil d'Orientation des Retraites, qui a fait une communication sur le thème « *Démocratie et représentation de la société civile* ».

L'orateur a d'abord campé son sujet comme suit : « *D'un côté, la démocratie apparaît comme l'aboutissement ultime, l'horizon indépassable des régimes politiques, qui l'emporte sur tous les autres comme légitime par essence, puisqu'elle assure par principe le gouvernement du peuple par lui-même. D'un autre côté, sa pratique est l'objet de contestations récurrentes, parfois de rejet, en tout cas d'une insatisfaction qui nourrit une manière de déception perpétuelle. La démocratie ne serait-elle alors qu'une utopie, au sens presque étymologique du terme, en ce qu'elle ne trouverait nulle part son lieu ?* » Raphaël Hadas-Label s'est ensuite attaché à énumérer les symptômes de « *l'érosion régulière de la démocratie d'élection, érosion qui trouve son expression dans plusieurs phénomènes connus : dans la montée des taux d'abstention pour les diverses consultations électorales, dans la faveur dont bénéficient souvent les mouvements extrêmes à droite ou à gauche aux dépens des partis du gouvernement, dans la contestation systématique des gouvernements en place lors des élections générales, dans une tendance des citoyens à se détacher de la politique, voire à la stigmatiser. [...] C'est dans ce contexte que l'on a vu progressivement émerger, à côté de la démocratie électorale, l'idée d'une représentation à définir de la société civile* ». Il a finalement conclu : « *Le pouvoir politique, par la volonté du peuple exprimée dans l'élection, est celui qui décide ; la loi, une fois adoptée, constitue la norme commune. Quant à la société civile, qui représente les citoyens dans la diversité de leurs intérêts, elle peut d'abord agir dans les domaines de sa compétence, celui de l'entreprise ou celui de la vie associative. Pour le reste, elle ne peut qu'éclairer, influencer, orienter ou contrôler les choix du décideur politique, qui a seul le "dernier mot". Mais ce "dernier mot", le décideur politique pourra le prononcer de façon plus efficace et plus démocratique, s'il a au préalable associé les forces représentées dans la société civile, d'abord pour concevoir et préparer la décision publique, ensuite, une fois la décision prise, pour la mettre en œuvre dans l'intérêt de tous. Le primat de la représentation électorale est ainsi une donnée intangible de la démocratie. Mais dans une société qui est à la recherche de formules pour un meilleur vivre-ensemble, une participation de la société civile, à travers la diversité de ses processus délibératifs, peut incontestablement contribuer à élargir et à conforter les assises de la démocratie. Parce qu'en définitive – et ce sera là une réponse à la question initiale de cette communication – la démocratie, loin d'être une simple utopie, est bien un principe de gouvernement dont la traduction au quotidien est à la fois toujours imparfaite et toujours perfectible* ».

Raphaël Hadas-Label a ensuite répondu aux questions que lui ont posées **Thierry de Montbrial**, **Pierre Mazeaud**, **Bernard Bourgeois**, **Georges-Henri Soutou**, **Raymond Boudon**, **Alain Besançon**, **Emmanuel Le Roy Ladurie**, **Jean-Robert Pitte**, **Jean-Claude Casanova**, **Jacques de Larosière**, **Christian Poncelet**, **Bertrand Collomb** et **Alain Plantey**.

À lire

- **Mireille Delmas-Marty** : *Libertés et sûreté dans un monde dangereux* (Paris, Seuil, coll. La Couleur des idées, 2010, 272 pages) : Présentation par l'éditeur : « *Le droit pénal ébranlé. Le monde est dangereux. Aujourd'hui, à l'heure du terrorisme, des effets conjugués de la pauvreté, de la maladie et des guerres civiles, les États doivent faire face à de nouveaux défis : une menace pour l'un d'entre eux est une menace pour tous. Si les dangers ont existé de tout temps en tous lieux, les attentats du 11 Septembre en ont sans doute changé la perception. Si bien que les responsables politiques se trouvent libérés, symboliquement et juridiquement, de l'obligation de respecter les limites propres à l'état de droit. Dès lors, l'enchevêtrement des espaces normatifs (nationaux, européens et mondiaux) induit des mouvements d'autant moins contrôlables qu'ils échappent de plus en plus aux États. Ce livre explore cette nouvelle donne et l'incertitude des réponses face aux dangers bien réels que courent les personnes, les États, voire la planète tout entière. Au-delà, il s'interroge sur les voies qui s'ouvrent à nous : sociétés de la peur ou communauté de destin ?* »
- **Alain Besançon** : « Un livre qui devrait faire scandale », à propos de *Reflections on the Revolution in Europe. Immigration, Islam and the West* de Christopher Caldwell, dans *Commentaire*, n°128/hiver 2009-2010.

Dans la presse et sur les ondes

- **Xavier Darcos** sur la réforme des retraites (*Valeurs Actuelles* du 11 février) : « *Le constat est connu depuis plusieurs années. La population vieillit, l'espérance de vie croît en moyenne de deux mois et demi chaque année, presque C'est un résultat heureux, dû notamment aux progrès de la médecine, personne ne s'en plaindra, mais cette évolution modifie le rapport entre les actifs et les retraités : 1,8 cotisant pour un retraité aujourd'hui, 1,5 dans dix ans, 1,2 vers 2050, au moment où ceux qui entrent sur le marché du travail prendront leur retraite (l'âge moyen d'entrée dans la vie active est aujourd'hui de 22,5 ans). À ce mouvement de fond s'ajoute la crise économique, qui a aggravé les déficits sociaux en diminuant le montant des cotisations perçues. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'orientation des retraites, le Cor, a prévu de présenter, en avril, une nouvelle actualisation du besoin de financement pour les retraites. Dès aujourd'hui, une retraite sur dix n'est pas financée. En 2050, ce sera une sur cinq si l'on ne fait rien. Le statu quo n'est pas possible* ».
- À l'occasion de la sortie de son livre (cf. supra), **Mireille Delmas-Marty** a été l'invitée de Dominique Souchier sur *Europe 1*, le dimanche 14 février. Elle a fait part de ses interrogations sur la loi relative à la rétention de sûreté du 25 février 2008, dans laquelle elle voit la possibilité d'une « *déshumanisation* » par la négation de « *la part d'indétermination qui caractérise avant tout l'humain* ». Constatant que le même phénomène se produit dans de nombreux pays, elle a aussi estimé que les attentats du 11 septembre « *avaient créé une sorte de société de la peur, en révélant – ce qui est une vérité – que le monde est dangereux* ». Face à la difficulté des problèmes posés, elle s'est prononcée en faveur d'une position à la fois idéaliste et réaliste.
- « Deux mots de Napoléon » par **François d'Orcival** (*Valeurs Actuelles* du 11 février). « *Les ouragans médiatiques passent et se déplacent. En apparence, ils font de gros dégâts, et puis que reste-t-il de leur passage ? Les hommes d'État appartiennent à une espèce particulièrement résistante au doute et au découragement. Ceux qui n'y résistent pas sont chassés par les vents. "Ma maîtresse, c'est le pouvoir", disait Napoléon. Dieu sait qu'il aimait les femmes, au point d'aimer le pouvoir comme une femme : "J'ai trop fait pour sa conquête pour me la laisser ravir ou souffrir même qu'on la convoite..." [...]. "Un homme d'État est-il fait pour être sensible ?", demandait Napoléon, qui remarquait : "N'est-ce pas un personnage complètement excentrique, toujours seul d'un côté avec le monde de l'autre ? Sa lunette est celle de la politique. Tandis qu'il observe les objets avec attention, il faut qu'il soit attentif à renouer également les fils qu'il a dans la main... Exhortez-vous, devancez le temps, agrandissez votre imagination, regardez de loin et vous verrez que ces grands personnages que vous croyez violents, cruels, que sais-je ?, ne sont que politiques..."* ».

En bref

- Le 11 février, **Marianne Bastid-Bruguière** a donné aux élèves de la promotion 2007 de l'École polytechnique une conférence sur le thème « La puissance chinoise est-elle perverse? ». Elle a par ailleurs préfacé le livre de Wang Xiaoling, *Jean-Jacques Rousseau en Chine (de 1871 à nos jours)*, que vient de publier la Société internationale des Amis du Musée Jean-Jacques Rousseau à Montmorency.